

## SYNTHÈSE

# Nous réconcilier avec notre alimentation

## Construire les politiques alimentaires à partir des territoires

*Ce document synthétise les éléments clés de la note « Nous réconcilier avec notre alimentation » publiée par La Fabrique de Nos Réconciliations en septembre 2026. Il en reprend les messages principaux sur le constat, les réconciliations à opérer, la proposition concrète.*

### Le constat

Le modèle alimentaire français, construit après-guerre pour garantir l'abondance grâce à la productivité agricole, atteint aujourd'hui **ses limites**. Depuis plus de 10 ans, les rapports scientifiques convergent : notre système alimentaire engendre des **coûts environnementaux** (dégradation des sols, de l'eau, de la biodiversité, émissions de gaz à effet de serre), **sanitaires** (maladies liées à l'alimentation et aux pollutions), **sociaux** (précarité, faible rémunération des agriculteurs), **économiques** (dépendance aux intrants et aux marchés mondiaux) et **politiques** (gouvernance fragmentée, défiance citoyenne). Agriculteurs pris dans un étau économique, mangeurs peinant à accéder à une alimentation de qualité, et pouvoirs publics enfermés dans une logique de court terme.

Or la crise COVID a révélé notre **extrême dépendance à des facteurs insoupçonnés**, sans qu'aucune leçon n'en soit tirée alors qu'à l'inverse, les **crises géopolitiques** combinées au **changement climatique** (sécheresses, canicules et conflits d'usage de l'eau) ont déjà commencé à bouleverser la donne et dévoilent une **extrême vulnérabilité alimentaire à l'horizon de 10 ans**. C'est demain dans le temps agricole. Tous ces sujets doivent être traités par les politiques publiques.

### La réconciliation à opérer

Pour que la transformation vers **une agriculture vivante** et une **alimentation résiliente** soit comprise, acceptée, pérenne et pertinente, il est nécessaire d'installer une **démocratie participative de l'alimentation dont la gouvernance est territorialisée**.

Participative pour que les mangeurs, agriculteurs, entreprises et collectivités **décident ensemble** sur des bases scientifiques localisées des priorités et des arbitrages tant politiques qu'individuels entre santé, usage des intrants, production, gestion de l'eau, distribution et résilience alimentaire.

Territorialisée pour favoriser l'indispensable **appropriation individuelle et collective**, et **rompre le cercle de la défiance** à l'égard des politiques et des lobbys, mais aussi tout autant parce qu'**au plus près des réalités naturelles du vivant**, des bassins versants de **l'eau** et de sa disponibilité future, des flux et échanges quotidiens de biens et services, et des **cultures locales** et de la **démographie future**, paramètres locaux indispensables à **l'optimisation du potentiel de transition** à l'échelle nationale, prenant en compte le changement climatique.

### Notre proposition concrète

Entre l'échelle des bassins de vie et celle du découpage administratif des régions et des départements, la Fabrique propose donc **sur l'ensemble du territoire la création de Bassins Nourriciers, une unité méso-territoriale de gouvernance alimentaire participative de plein exercice**. Ils reprennent une partie des prérogatives départementales et régionales et sont articulés avec une stratégie nationale garantissant l'équité et la complémentarité entre les territoires, sont éligibles aux financements européens, délibèrent dans les instances de décisions nationales (CNA et SNANC notamment).

Localement, ils mettent en synergie et favorisent le déploiement des Projets Alimentaires Territoriaux :

- engageant véritablement les **changements de comportement alimentaire au quotidien** ;
- mobilisant des **complémentarités d'activités agricoles et maraîchères répondant aux attentes des habitants**, des complémentarités de compétences professionnelles intégrant les enjeux d'insertion par l'économie et le culturel (l'éducation populaire) ;
- encourageant des **activités de première transformation et de distribution locale** ;
- favorisant la diversification de la sélection et de la reproduction variétale, pour accélérer les solutions **adaptées aux nouvelles conditions pédo-climatiques** ;
- **reliant l'ensemble aux politiques et activités de santé** et culturelles liées à l'alimentation ;
- inscrivant ainsi face au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité cultivée et sauvage, une **trajectoire de développement économique durable** pour une agriculture vivante et une alimentation résiliente, optimisée sur le territoire national.

Pour aller plus loin

[Lire la note complète](#)

[Contribuer à la réflexion](#)